

ABEST

Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

Département de la Savoie



BP2 - 73270 BEAUFORT

TEL 04.79.38.33.15

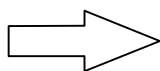
FAX 04.79.38.35.17

COMMUNE DE BEAUFORT

GIRATOIRE MARCOT ET ROUTE DE LA PIERRE

Commune : BEAUFORT

PROJET



- 1- Plan de situation
- 2- Plan Général des Travaux
- 3- Plan des abords du projet

Réf.fichier : P:\2013\13-037 Cas par cas Beaufort\13-037 Cas par cas.dwg

ECHELLE : 1/1000

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
0	19-06-13	MG	VV	PREMIERE DIFFUSION (issu de 12-056 données ADP pour ABEST proj RM5 base10.dwg)

Plan de situation

Projet



1/25 000

GIRATOIRE MARCOT ET ROUTE DE LA PIERRE

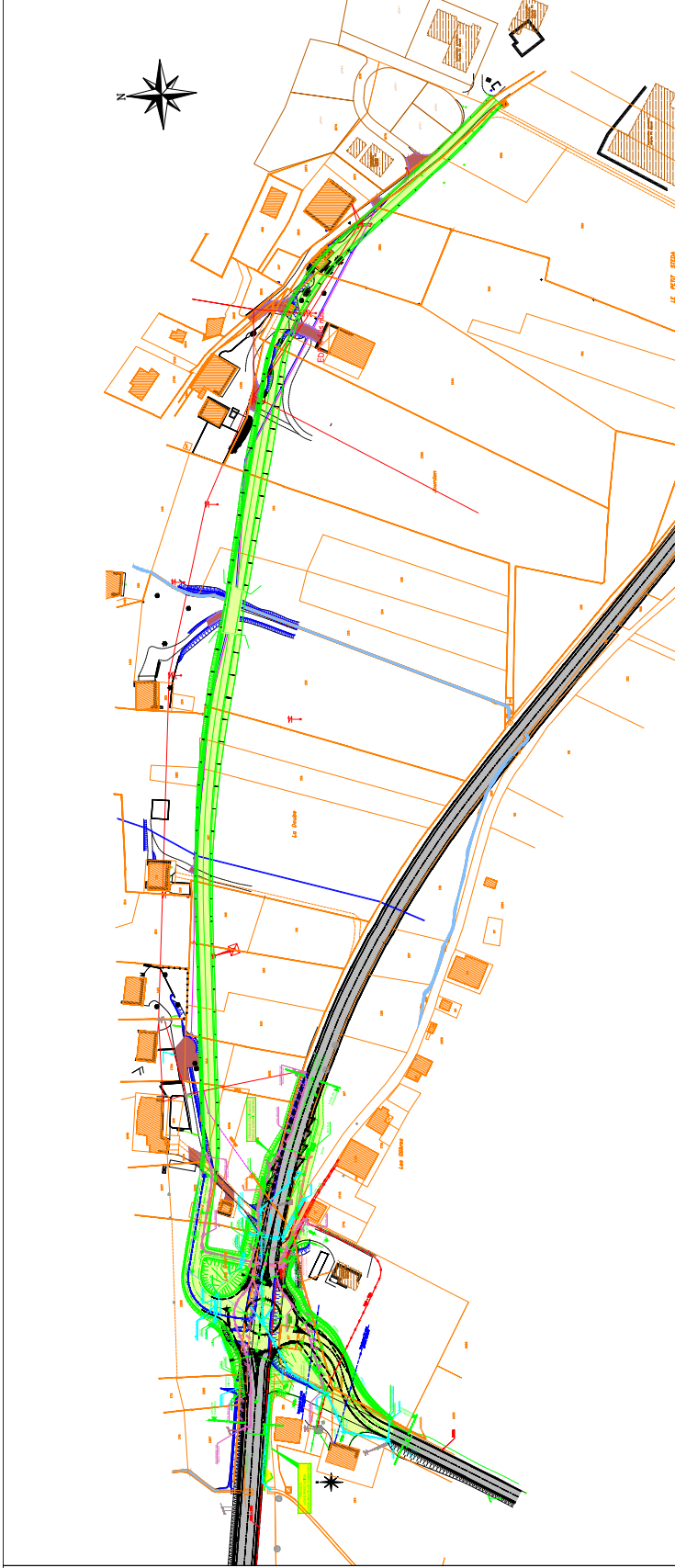
Commune : BEAUFORT

PROJET

- 1- Plan de situation
2- Plan Général des Travaux
3- Plan des abords du projet



Reviser: P:\2013\13-037 Cas par cas Beaufort\13-037 Cas par cas.dwg		Echelle : 1/1000	
NOUVEAU	DATE	ETAT	OBSERVATIONS/INDICATIONS
1	10-06-13	MS	1 - PRELIMINAIRE D'EXPRESSION BASEE SUR L'ETAT EXISTANT AFIN D'ETABLI UN CADRE DE TRAVAIL



ABEST

Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

Département de la Savoie



BP2 - 73270 BEAUFORT

TEL 04.79.38.33.15

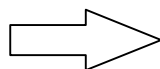
FAX 04.79.38.35.17

COMMUNE DE BEAUFORT

GIRATOIRE MARCOT ET ROUTE DE LA PIERRE

Commune : BEAUFORT

PROJET



- 1- Plan de situation
- 2- Plan Général des Travaux
- 3- Plan des abords du projet

Réf.fichier : P:\2013\13-037 Cas par cas Beaufort\13-037 Cas par cas.dwg

ECHELLE : 1/2 500

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
0	19-06-13	MG	VV	PREMIERE DIFFUSION (issu de 12-056 données ADP pour ABEST proj RM5 base10.dwg)



Vers les Saisies

Forêt

Vers Villard-sur-Doron

Prairie de fauche

Prairie pâturée

Prairie de fauche

Prairie pâturée

Exploitation agricole

Prairie pâturée

Exploitation agricole

D 925

Photo 2

Photo 1

Photo 3

Photos 4, 5 et 6

Emprise globale du projet

Photo aérienne de 2009

Vers Beaufort

ABEST

Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

Département de la Savoie



BP2 - 73270 BEAUFORT

TEL 04.79.38.33.15

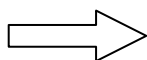
FAX 04.79.38.35.17

COMMUNE DE BEAUFORT

Giratoire Marcôt et voirie de La Pierre

Commune : BEAUFORT

Dossier Cas par Cas



- 1- Formulaire
- 2- Projet
- 3- Photos environnement proche et lointain
- 4- Arrêté préfectoral DLE busage du ruisseau pour le giratoire
- 5- Relevés floristiques

13-037 PDG.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-06-2013	MG	VV	Première diffusion

PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE LOIN (photos du 17/06/13)



PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE LOIN (photos du 17/06/13)



PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE LOIN (photos du 17/06/13)



PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE PRES (photos du 17/06/13)



PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE PRES (photos du 17/06/13)



PHOTOS DE LA ZONE A AMENAGER – VUE DE PRES (photos du 17/06/13)



ABEST

Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

Département de la Savoie



BP2 - 73270 BEAUFORT

TEL 04.79.38.33.15

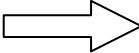
FAX 04.79.38.35.17

COMMUNE DE BEAUFORT

Giratoire Marcôt et voirie de La Pierre

Commune : BEAUFORT

Dossier Cas par Cas

- 
- 1- Formulaire
 - 2- Projet
 - 3- Photos environnement proche et lointain
 - 4- Arrêté préfectoral DLE busage du ruisseau pour le giratoire
 - 5- Relevés floristiques

13-037 PDG.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-06-2013	MG	VV	Première diffusion

**ABEST
REÇU LE**

30 MARS 2010

direction
départementale
des territoires
Savoie

MAIRIE DE BEAUFORT
26 MARS 2010
COURRIER ARRIVÉ

Chambéry, le 18 mars 2010

Le directeur départemental des territoires

à

Madame le Maire de Beaufort-sur-Doron
BP 2
73270 BEAUFORT-SUR-DORON

service
environnement eau forêts

unité
aménagement des
milieux aquatiques

objet : Dossier de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

Accord sur dossier de déclaration.

Busage du ruisseau de la Pierre lié au projet de giratoire – Commune de Beaufort-sur-Doron.

références : SR/PM 10.192

affaire suivie par : Sophie ROSAY
téléphone : 04.79.71.72.83 – télécopie : 04.79.71.74.48
courriel : sophie.rosay@savoie.gouv.fr

Lettre recommandée avec A.R.

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement relatif au busage du ruisseau de la Pierre lié au projet de giratoire – Commune de Beaufort-sur-Doron pour lequel vous trouverez ci-joint un arrêté préfectoral en date du 18 mars 2010, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Vous pouvez entreprendre cette opération conformément aux dispositions du récépissé de déclaration, sous réserve de l'application d'autres réglementations et du respect des droits des tiers.**

Vous voudrez bien procéder à l'affichage de cette décision en mairie durant une période de un (1) mois minimum. Je vous serais obligé de permettre pendant cette même période aux personnes qui le souhaiteraient, la consultation du dossier en mairie.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de votre part dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article R421-1 du code de justice administrative à compter de la date d'affichage à la mairie de la commune de Beaufort-sur-Doron. Je vous demande donc de bien vouloir me faire parvenir le **certificat d'affichage de cette décision.**

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier seront mises à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de la Savoie durant une période d'au moins six mois.

horaires d'ouverture :

8h30 – 12h00

14h00 – 17h00

vendredi 16h00

bâtiment : Adret

1 rue des Cévennes

BP 1106

73011 Chambéry cedex

téléphone :

04 79 71 73 73

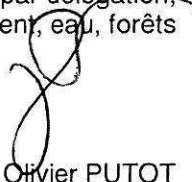
télécopie :

04 79 71 73 00

courriel :

direction@territoires.savoie.gouv.fr

Pour le directeur départemental des territoires et par délégation,
le chef du service environnement, eau, forêts


Olivier PUTOT

P.J. - un arrêté préfectoral

- un dossier

COPIE

FOR INFORMATION



Arrête préfectoral DDT/SEEF n° 2010-115 en date du 18 mars 2010

valant récépissé de déclaration et portant prescriptions particulières au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif à busage du ruisseau de la Pierre (déviation du cours d'eau sur 95 mètres et busage en 3 endroits sur une longueur totale de 41 mètres) - Commune de Beaufort-sur-Doron.

LE PREFET de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-1 à R 214-60 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005 portant organisation administrative dans le domaine de l'eau dans le département de la Savoie ;

VU la déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, présentée par Madame le Maire de Beaufort-sur-Doron, reçue à la direction départementale des territoires de la Savoie le 13 février 2009 ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet ;

VU les compléments fournis par le pétitionnaire et reçus le 16 décembre 2009 ;

VU l'absence d'avis du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que des préconisations particulières doivent être apportées au projet ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie ;

A R R E T E

TITRE I - RECEPISSE

Article 1 : OBJET DE LA DECLARATION

Il est donné récépissé à Madame le Maire de Beaufort-sur-Doron – 73270 Beaufort-sur-Doron de sa déclaration concernant le busage du ruisseau de la Pierre, lieu-dit « les Glières » et lieu-dit « Les Doires » - Commune de Beaufort-sur-Doron.

Les aménagements projetés sont les suivants :

- Busage du ruisseau de la Pierre à 3 endroits différents, représentant une longueur totale de 41 mètres.
- Dérivation du cours d'eau sur 95 mètres.

Ces aménagements rentrent dans le cadre d'une déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement en application des rubriques suivantes de l'article R 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères Autorisation 2° Dans les autres cas Déclaration	Déclaration	Sans objet
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m Autorisation 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m Déclaration	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration relevant de la rubrique 3.1.2.0
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m Autorisation 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m Déclaration	Déclaration	Arrêté du 13 février 2007 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux ouvrages soumis à déclaration relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°)

Titre II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : PRESCRIPTIONS GENERALES

Les travaux devront être conformes aux éléments présentés dans le dossier de déclaration.

Article 3 : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

➤ Incidence sur le milieu aquatique :

Concernant le suivi de la population d'écrevisses à pieds blancs, la fédération de Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique ainsi que l'office national de l'eau et des milieux aquatiques devront valider le cahier des charges de ce suivi. Celui-ci devra entre autre prévoir un inventaire avant travaux, un inventaire après travaux et se poursuivre sur 2 années pour évaluer les impacts (positifs et négatifs) de ceux-ci.

Article 4 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au Préfet qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 : CONFORMITE AU DOSSIER

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de la commune de Beaufort-sur-Doron pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de la Savoie durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers à compter de son affichage à la mairie de la commune de Beaufort-sur-Doron.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

Article 10 : EXECUTION

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie,
- La Sous-préfète de l'arrondissement d'Albertville,
- Le Maire de la commune de Beaufort-sur-Doron,
- Le Directeur Départemental des Territoires de la Savoie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le chef du service environnement eau et forêt



Olivier PUTOT

Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4 et R. 211-1 à R. 211-6, R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 6 septembre 2007 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 13 septembre 2007,

Arrête :

Chapitre Ier
Dispositions générales

Article 1

Le déclarant d'une opération relevant de la rubrique 3.1.2.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, relative aux installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres rubriques de la nomenclature précitée et d'autres législations.

Article 2

Le déclarant est tenu de respecter les dispositions et engagements annoncés dans son dossier de déclaration tel que défini au II de l'article R. 214-32, notamment les éléments prévus à l'étude d'incidence, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni à celles éventuellement prises par le préfet en application de l'article R. 214-39 du code de l'environnement.

De plus, lors de la réalisation des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation. Sont notamment concernés :

- les travaux susceptibles d'entraîner la destruction des zones de frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens (rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement) ;
- la réalisation d'un passage busé de longueur supérieure à 10 m (rubrique 3.1.3.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

Article 3

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. Ils doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

Chapitre II
Dispositions techniques spécifiques

Section 1
Conditions d'implantation

Article 4

L'implantation des ouvrages et travaux doit être adaptée aux caractères environnementaux des milieux aquatiques ainsi qu'aux usages de l'eau. Les conditions d'implantation doivent être de nature à éviter ou, à défaut, à limiter autant que possible les perturbations sur les zones du milieu tant terrestre qu'aquatique. Elles ne doivent ni engendrer de perturbations significatives du régime hydraulique du cours d'eau, ni aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont, ni modifier significativement la composition granulométrique du lit mineur.

Sur les cours d'eau à lit mobile, les modifications du profil en long et du profil en travers ne doivent pas réduire significativement l'espace de mobilité du cours d'eau. L'impact du projet sur l'espace de mobilité, défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer, est apprécié en tenant compte de la connaissance de l'évolution historique du cours d'eau et de la présence des ouvrages et aménagements significatifs, à l'exception des ouvrages et aménagements à caractère provisoire, faisant obstacle à la mobilité du lit mineur. Ces éléments sont appréciés sur un secteur représentatif du fonctionnement géomorphologique du cours d'eau en amont et en aval du site sur une longueur totale cohérente avec le projet, au moins égale à 300 m.

Section 2
Conditions de réalisation des travaux et d'exploitation des ouvrages

Article 5

Le déclarant établit une description comprenant notamment la composition granulométrique du lit mineur, les profils en travers, profils en long, plans, cartes et photographies adaptés au dimensionnement du projet.

Le déclarant établit un plan de chantier comprenant cette description graphique et un planning, visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace la réalisation des travaux et ouvrages en fonction :

- des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;
- de la sensibilité de l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement ;
- de la nature et de l'ampleur des activités de navigation, de pêche et d'agrément ; le préfet peut en outre fixer les périodes pendant lesquelles les travaux ne doivent pas avoir lieu ou doivent être restreints (périodes de migration et de reproduction des poissons, de loisirs nautiques...).

En outre, le plan de chantier précise la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage.

Le déclarant adresse ce plan de chantier au service chargé de la police de l'eau au moins quinze jours avant le début des travaux. Il en adresse également copie au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle les travaux sont réalisés, aux fins de mise à disposition du public.

Article 6

Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de

l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique.

1° En cas de modifications du profil en long et du profil en travers dans le lit initial du cours d'eau, le reprofilage du lit mineur est réalisé en maintenant ou rétablissant le lit mineur d'étiage ; il doit conserver la diversité d'écoulements.

En outre, en cas de dérivation ou de détournement du lit mineur tel que la coupure d'un méandre, une attention particulière sera apportée aux points de raccordement du nouveau lit. La différence de linéaire du cours d'eau suite au détournement est indiquée. Le nouveau lit doit reconstituer des proportions de faciès d'écoulements comparables et une diversité des profils en travers proche de celle qui existait dans le lit détourné.

2° En cas de modification localisée liée à un ouvrage transversal de franchissement de cours d'eau, le positionnement longitudinal de l'ouvrage (pente et calage du coursier) est adapté de façon à garantir la continuité écologique. Le radier est situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et est recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau. Un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage est assuré.

Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval est, si nécessaire, stabilisé par l'aménagement d'un dispositif de dissipation d'énergie en sortie d'ouvrage pour contenir les risques d'érosion progressive.

Article 7

Le déclarant doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Article 8

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le déclarant doit prendre toutes les mesures possibles pour y mettre fin, en évaluer les conséquences et y remédier. Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour en éviter le renouvellement. Il en informe dans les meilleurs délais le préfet, le service chargé de la police de l'eau et le maire, intéressés soit du fait du lieu de l'incident, soit du fait des conséquences potentielles de l'incident, notamment en cas de proximité d'une zone de captage pour l'alimentation en eau potable ou d'une zone de baignade.

Section 3

Conditions de suivi des aménagements et de leurs effets sur le milieu

Article 9

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Article 10

Le déclarant établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux un compte rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour

respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu est mis à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

A la fin des travaux, il adresse au préfet le plan de récolement comprenant le profil en long et les profils en travers de la pc du cours d'eau aménagée, ainsi que le compte rendu de chantier.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, le déclarant adresse au préfet un compte rendu d'étape à la fin des six premiers mois, puis tous les trois mois.

Section 4

Dispositions diverses

Article 11

Les travaux ne doivent pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L. 216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien, sans préjudice des servitudes pouvant découler des autres réglementations en vigueur.

Article 12

Le service chargé de la police de l'eau peut, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels et cartographiques et par analyses. Le déclarant permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Chapitre III Modalités d'application

Article 13

Si, au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables aux travaux, il en fait la demande au préfet, qui statue par arrêté conformément à l'article R. 214-39 du code de l'environnement, dans le respect des intérêts de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Article 14

Si le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions spécifiques nécessaires en application de l'article R. 214-39 du code de l'environnement.

Article 15

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent, conformément à l'article R. 214-45 du code de l'environnement.

Article 16

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités existants et légalement réalisés ou exercés à la date de publication du présent arrêté.

Article 17

Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Arrêté du 13 février 2002, modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006, fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, codifiée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,
Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1 à L. 211-3 et L. 216-1 à L. 216-6 ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales et l'arrêté du 26 décembre 1991 portant application de son article 2 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être édictées les prescriptions et règles prévues par les articles 8 (3°), 9 (2°) et 9 (3°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et l'article 58 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 22 juin 2001 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 11 juillet 2001.

Arrête :

Chapitre Ier Dispositions générales

Article 1

Le déclarant d'une opération, non mentionnée à l'article 2 du décret du 2 février 1996 susvisé, relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé relative aux installations, ouvrages, travaux ou activités ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres rubriques de la nomenclature précisée et d'autres législations.

Article 2

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni à celles éventuellement prises par le préfet en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'entretien, ou dans l'exercice de l'activité, le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait ou préalable la déclaration ou la demande d'autorisation, et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation.

Article 3

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et échantillonnages. Ils doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

Chapitre II

Dispositions techniques spécifiques

Section 1

Conditions d'implantation

Article 1

L'implantation des ouvrages et travaux doit prendre en compte les spécificités environnementales locales. Elle doit notamment ne pas être de nature à perturber sensiblement les zones du milieu terrestre, comme aquatique, présentant un intérêt significatif du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écosystème naturel des eaux susceptibles d'aggraver le risque d'inondation à laval comme à l'amont.

Section 2

Conditions de réalisation et de exploitation des travaux et ouvrages

Article 5

Le déclarant établit un plan de chantier et un planning visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité en fonction :

- des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;
- de la sensibilité de l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement : les travaux ne doivent notamment pas être de nature à détruire les zones de frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation ou de réserves de nourriture de la faune piscicole. Si l'opération envisagée ne peut éviter la destruction d'une de ces zones, le déclarant doit avoir fait ou préalable la déclaration ou la demande d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement concernant la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 et avoir le récépissé de déclaration obtenu ou l'autorisation.

- de la nature et de l'ampleur des activités de navigation, de pêche et d'agrément : le préfet peut en outre fixer les périodes pendant lesquelles les travaux ne doivent pas avoir lieu ou doivent être restreints (périodes de migration et de reproduction des poissons, de loisirs nautiques, ...).

Article 6

Le projet assure autant que possible, par ses modalités de construction, un éclaircissement naturel (littoral) adéquat, évitant des extrêmes. La transition entre la pleine lumière et l'intensité lumineuse sous l'ouvrage doit être progressive.

Il ne doit pas être de nature à modifier le lit et les berges du cours d'eau. Dans le cas contraire, le déclarant est tenu de respecter les prescriptions relevant de la rubrique 3.1.2.0 et 3.1.1.0.

Pour les faibles débits une lame d'eau minimale doit être assurée.

Article 7

Des dispositions sont prises pour éviter les érosions significatives en aval et à l'intérieur de l'ouvrage.

Le dimensionnement de l'ouvrage doit permettre de préserver le litte écoulement des eaux et ne pas entraîner une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

Article 8

Pendant la durée des travaux, le déclarant veille à ne pas entraver l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le remplissage des installations du chantier en cas de crue consécutive à un crage ou un phénomène pluvieux de forte ampleur.

Article 9

Pendant la durée des travaux, tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, est proscrit. Le déclarant prend toutes les dispositions nécessaires à cet égard, en particulier les travaux doivent être réalisés avec le strict contrôle de l'environnement et des milieux aquatiques. En particulier :

Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pelles de l'attente de ceux-ci ne polluent pas les eaux ;

Les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'attente de celles-ci ;

Aussi, après l'achèvement des travaux, le déclarant enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister.

Article 10

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le déclarant doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales en cas d'incident à proximité d'une zone de baignade, conformément à l'article L. 211-5 du code de l'environnement.

Section 3 Conditions de suivi des aménagements et de leurs effets sur le milieu

Article 11

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 214-4 du code de l'environnement.

Article 12

A la fin des travaux, le déclarant adresse au préfet un compte rendu de chantier qui aura été établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, le déclarant adresse au préfet un compte rendu d'étape à la fin de ces six mois puis tous les trois mois.

En fonction des spécificités, notamment piscicoles, du cours d'eau et des spécificités de l'aménagement réalisé, le préfet

peut exiger du déclarant le suivi, sur une période d'au moins un an, des effets de son aménagement, en particulier sur les migrations des poissons. Au vu des résultats de ce suivi, des prescriptions complémentaires peuvent être imposées par le préfet.

Section 4

Dispositions diverses

Article 13

L'aménagement ne doit pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps, aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L. 216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien, sans préjudice des servitudes pouvant découler des autres réglementations en vigueur.

Article 14

Le service chargé de la police des eaux peut, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques et par analyses chimiques. Le déclarant permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et d'expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Chapitre III

Modalités d'application

Article 15

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'activité indiquée dans la déclaration fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien de l'ouvrage, le déclarant procède au rétablissement des écoulements naturels tels qu'ils existaient antérieurement, à l'abandon des ouvrages abandonnés, afin de prévenir tout danger pour la salubrité et la sécurité publique.

Article 16

Si, au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation ou l'ouvrage il en fait la demande au préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Article 17

Si les principes mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions spécifiques nécessaires y compris des expertises, en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Article 18

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent.

Article 19

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités existants et présentés antérieurement.

Article 20

Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté,
qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ABEST

Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

Département de la Savoie



BP2 - 73270 BEAUFORT

TEL 04.79.38.33.15

FAX 04.79.38.35.17

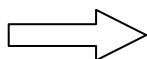
COMMUNE DE BEAUFORT

Giratoire Marcôt et voirie de La Pierre

Commune : BEAUFORT

Dossier Cas par Cas

- 1- Formulaire
- 2- Projet
- 3- Photos environnement proche et lointain
- 4- Arrêté préfectoral DLE busage du ruisseau pour le giratoire
- 5- Relevés floristiques



13-037 PDG.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-06-2013	MG	VV	Première diffusion

Nom latin	Nom français	Directive Habitats	Conv. Berne	Protection Nationale	Protection Régionale	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Milieu où espèce rencontrée	Date obs
<i>Achillea millefolium</i>	Achillé millefeuille							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Fromental							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Bromus hordeaceus</i>	Brome mou							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Campanula rhomboidalis</i>	Campanule rhomboïdale							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Cerastium brachypetalum</i>	Ceraste à pétales courts							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Crepis biennis</i>	Crépide bisannuelle							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Equisetum sp.</i>	Prêle sp.							Prairie de fauche et bord du cours d'eau	17/06/2013
<i>Filipendula ulmaria</i>	Reine des prés							Bords du cours d'eau	17/06/2013
<i>Galium mollugo</i>	Gaillet commun							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Geranium sylvaticum</i>	Geranium des bois							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Heracleum sphondylium</i>	Grande berce							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Imperatoria ostruthium</i>	Impératoire							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Knautia arvensis</i>	Knautie des champs							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Marguerite							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Myrrhis odorata</i>	Cerfeuil musqué							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Plantago sp.</i>	Plantain sp.							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013

<i>Prunella vulgaris</i>	Brunelle vulgaire							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Ranunculus bulbosus</i>	Renoncule bulbeuse							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Rhinanthus alectorolophus</i>	Rhinanthe velue							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Rumex sp.</i>	Rumex sp.							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Salvia pratensis</i>	Sauge des prés							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Silene vulgaris</i>	Silène enflé							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Taraxacum campylodes</i>	Pissenlit							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Tragopogon pratensis</i>	Salsifis des prés							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Trifolium pratense</i>	Trèfle des prés							Prairie de fauche et prairie pâturée	17/06/2013
<i>Trifolium repens</i>	Trèfle blanc							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine jaunâtre							Prairie de fauche (Code CB : 38.2 et 38.3)	17/06/2013
<i>Urtica dioica</i>	Ortie							Prairie pâturée (Code CB 38.1)	17/06/2013
<i>Vicia cracca</i>	Vesce cracca							Prairie de fauche en bord de chemin	17/06/2013